



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 3 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, M. MONMARCHON, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme MERCHADOU, M. GEDON à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE, Mme LANDAIS à M. BAILLARGEAT

Etaient absents:

M. GABARD, M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 24

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

20 – TABLEAU DES EFFECTIFS - CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE CATÉGORIE A - EMPLOI DU NIVEAU DE LA CATÉGORIE A ET AUTORISATION LE CAS ÉCHÉANT LE RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL (CHARGÉ DE MISSION EN AMÉNAGEMENT URBAIN ET PAYSAGER)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-2° ;

Vu la nécessité de recruter un chargé de mission en aménagement urbain et paysager à temps complet pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

- Pilotage des études préalables, de faisabilité et opérationnelles, d'aménagement urbain et paysager
- Pilotage des procédures administratives liées aux projets (DUP, Dossier loi sur l'eau...)
- Assurer le suivi des procédures de mise en concurrence relatives aux projets : rédaction des cahiers des charges, analyse des offres, ...
- Elaboration des propositions d'aménagement et suivi des procédures
- Coordination des acteurs des projets
- Gestion administrative et budgétaire.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une période de 3 ans compte tenu des besoins du service. Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, si la collectivité souhaite conserver cet agent, cela se fera par un contrat à durée indéterminée.

Dans le cas où l'agent serait recruté dans ces conditions, il devra donc justifier d'un diplôme de niveau II et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de créer à compter de 1^{er} janvier 2020, un emploi de Chargé de mission en aménagement urbain et paysager relevant de la catégorie A à temps complet,
- d'autoriser M. le Maire à signer tout contrat, arrêté ou documents relatifs à ce recrutement.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 25 novembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 04/12/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20191203-60181-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

